

FISCALITÉ FORESTIÈRE

La loi de l'impôt sur le revenu ne contient pas le terme « boisé ». Les propriétaires forestiers doivent avoir recours à la fiscalité des entreprises agricoles. L'impôt sur le revenu est calculé selon le statut du boisé, c'est-à-dire un **boisé de ferme commercial** ou un **boisé de ferme non commercial**.

BOISÉ DE FERME COMMERCIAL

Il correspond à un boisé exploité dans le but d'obtenir un **espoir raisonnable de profit**. Plusieurs critères ont été élaborés par le Ministère du revenu du Québec afin d'affirmer si le propriétaire a un espoir raisonnable de tirer un profit de l'exploitation de son boisé. Voici les plus courants :

- Avoir une planification touchant l'exploitation du boisé (plan de gestion forestière, plan d'affaires).
- Produire les efforts nécessaires afin de mettre en œuvre le plan de gestion ou le plan d'affaires.
- Posséder des compétences en foresterie.
- Être admissible à une aide gouvernementale.

CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ À L'AIDE GOUVERNEMENTALE

- Posséder 4 hectares et plus.
- Compléter le formulaire d'enregistrement.
- Transmettre une copie des comptes de taxes foncières au bureau d'enregistrement et les frais exigibles.
- Obtenir un plan d'aménagement forestier respectant les règlements de l'agence de mise en valeur.

REVENUS D'EXPLOITATION D'UN BOISÉ

Lorsqu'on exploite une entreprise, les revenus qui en découlent représentent les revenus d'entreprise. Ceux-ci sont imposables à 100 %. Voici les principaux :

- Vente de bois (sciage, copeaux, pâtes, etc.) et de produits acéricoles.
- Subventions pour des travaux d'aménagement forestier.
- La partie représentant 85 % du remboursement des taxes foncières obtenues par la réalisation d'un rapport officiel de travaux forestiers réalisés sur la propriété, signé par un ingénieur forestier.

UNE NOUVELLE SOLUTION !

L'étalement des revenus est une solution possible pour le propriétaire forestier. Celui-ci peut répartir ses revenus de vente de bois sur quatre ans. Pour en bénéficier, il doit être reconnu comme producteur forestier par le Ministère des ressources naturelles et de la faune. Un montant de 80 % du revenu de vente de bois pourra être déduit dans le calcul du revenu imposable. Cette nouvelle mesure s'applique seulement au niveau provincial.



